

Les boues radioactives d'ECRIN, l'autre danger du site de Malvési

Alors que l'on débat localement de la construction d'une unité de traitement des déchets nitrés de l'usine Areva de Malvési, un autre type de déchets est revenu sur le devant de la scène, hier, à l'occasion du rapport d'activités de l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN). Depuis sa création, en 2015, ECRIN (« Entreposage Confiné de Résidus Issus de la Conversion ») inquiète : suite à un accident, intervenu en 2004, des boues radioactives (contenant de l'américium, un élément radioactif descendant du plutonium), y sont stockées, dans deux bassins, en plein air. « *Le risque pour la sécurité est faible* », tempère-t-on, à l'ASN. « *ECRIN ne contient que quelques grammes de radioéléments. C'est très, très faible !* », assure Pierre Juan, l'adjoint au chef de division pour les INB (Installations Nucléaires de Base) à Marseille. Normalement, l'ASN devait décider, il y a quelques jours, de donner son feu vert à la construction d'un couvercle bitumé devant recouvrir les deux bassins, pendant quelques décennies. Sauf que... l'ASN se donne un an de plus. Pour réfléchir. Jusqu'en septembre 2018, au plus tôt, donc, absolument rien ne bougera, à Malvési. Pourquoi tant de lenteur, alors que ce type de process ne prend pas plus d'un an, en général ? « *Il y a eu une enquête publi-*



Des militants anti-nucléaires (dont des membres du Covidem - Comité de vigilance sur les déchets de Malvési) se sont « invités » hier à la présentation du compte-rendu d'activité de l'ASN.

que et des saisines d'experts... », explique encore Pierre Juan. « *Par ailleurs, l'exploitant n'a cessé de retarder les livraisons des compléments d'informations que nous lui demandons* ».

■ Un site radioactif

Les boues radioactives seront donc laissées au grand air pour un moment encore. Au niveau du sol, un simple film géotextile sépare ces bassins (classés INB « Installations Nucléaires de Base ») de la terre. C'est maigre. Si l'ASN estime que la radioactivité est trop faible, pour entraîner le moindre risque sanitaire, tout le monde n'est pas d'accord. Ainsi, le direc-

teur de la CRIIRAD (Commission de Recherche et d'Information Indépendantes sur la RADioactivité), Bruno Cheryron, affirme, lui, que les mesures prises sur la clôture du site sont (sic) « *loin d'être négligeables* ». Il évoque, lui, une désinformation de la part d'Areva. Quant au démantèlement d'ECRIN et à la vidange des deux bassins, rien ne se passera avant 2045. En effet, Areva a jusqu'à 2040, pour déposer un dossier de démantèlement. À l'ASN, on estime donc qu'il faudra bien trente ans avant que n'intervienne la vidange des bassins.

À Montpellier,
Rosanne Mathot

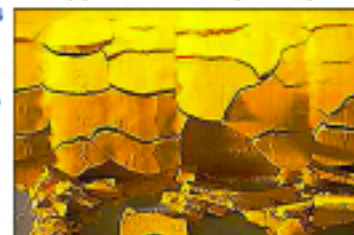
CONTRÔLE

Un train de 320 tonnes inspecté hier à Malvési

Afin de rassurer la population quant à la sûreté des installations nucléaires sensibles de l'usine Areva de Malvési, près de Narbonne, dans l'Aude, un « train nucléaire » a été inspecté hier, sur site. Alors que l'ASN tenait son point presse, à Montpellier (lire ci-contre) une de ses délégations inspectait, au même moment, un train chargé de 320 tonnes d'uranium radioactif.

Une fois par semaine, l'usine Areva de Malvési reçoit du « yellow cake » (de l'uranium brut, extrait du sol photo ci-contre) par camion, depuis le port de Sète. Après

avoir transformé ce « yellow cake » en UF4 (un produit dérivé de l'uranium qui sera transformé en



Le yellow cake traité à Malvési

UF6 à Tricastin, avant de pouvoir être lui-même transformé en carburant, pour les centrales nucléaires), elle renvoie l'ensemble de sa production, soit 320 tonnes d'uranium radioactif, par train, vers la centrale de Tricastin, dans la Drôme.

Pour le COVIDEM (le collectif de vigilance des déchets radioactifs de Malvési), c'est une opération qualifiée de « *poudre aux yeux* ». Le collectif dénonce l'absence de suivi des trains et camions, chargés de matières radioactives, une fois qu'ils ont quitté l'usine.

R. M.

Débat ce week-end au domaine de Langel

Ce week-end, l'association zapatiste « Mut Vitz 11 » (un collectif antimondialiste) organise la 1^{re} édition du « Festival des Luites populaires », à l'Olivette de Langel, à Armissan (Aude). Au menu : ateliers, projections, concerts, mais

aussi débats sur le nucléaire, et plus particulièrement sur la situation autour de Malvési. Parmi les intervenants : André Bories, ancien chercheur à l'INRA en sciences de l'environnement et Didier Latorre, membre du COVIDEM / Collectif de

Vigilance des Déchets de Malvési). Tout au long du festival : CinéYourte projection de films, atelier de torréfaction du café MutVitz 11, réalisation collective d'une fresque. Plus d'informations : Didier Latorre Tél. : 06.38.81.98.06

EMPLOI

Intérim : 10 minutes pour convaincre les recruteurs

